ES DESSOUS DU JEU

LE POINT DE VUE DE LA SEMAINE

Bruno Gollnisch, vice-président du Front national :

« Nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire »



Bruno Gollnisch, vice-président du Front national et peut-être, le 16 janvier prochain, président du parti actuellement dirigé par Jean-Marie Le Pen, ne croit pas aux mesures proposées par Nicolas Sarkozy dans son discours de Grenoble. Il les juge « dérisoires ». Il revient aussi longuement sur la responsabilité du patronat français dans l'absence de maîtrise de l'immigration depuis un demisiècle. Et sur son actuelle arrogance.

Minute : Que pensez-vous des mesures avancées par Nicolas Sarkozy pour lutter contre la délinquance et la criminalité des Français d'origine immigrée ?

Bruno Gollnisch: J'entends la gauche s'indigner, clamer que **Nicolas Sarkozy** veut appliquer le programme du Front national, or, et je pèse mes mots, les mesures qu'il propose sont absolument dérisoires.

Premièrement, Nicolas Sarkozy veut instaurer la déchéance de la nationalité française pour les assassins, fraîchement naturalisés, de policiers. Pourquoi seulement les assassins de policiers ? Pourquoi les assassins de vieilles dames pourraient-ils conserver

notre nationalité ? Pourquoi les assassins d'enfants échapperaient-ils à la déchéance de la nationalité ? Pourquoi celui qui aura poignardé, assassiné peut-être, un chauffeur de bus, un commercant ou, comme on l'a vu récemment à plusieurs reprises, un simple passant ayant eu le tort de lui refuser une cigarette ou de ne pas baisser les yeux à son approche bénéficierait-il d'une mansuétude ? Il est évident, sauf pour Nicolas Sarkozy apparemment, que tout auteur de crime ou de délit grave doit être déchu de la nationalité française s'il a acquis celleci de fraîche date.

Deuxièmement, la déchéance de la nationalité, ça ne veut pas dire l'expulsion! Or le seul intérêt de la déchéance de la nationalité - hormis la satisfaction de savoir que le salaud n'est pas, ou plus, un ressortissant français est que le « binational » qu'il était est ramené à sa nationalité étrangère et que l'on peut donc le contraindre à déguerpir! Or de cela, il n'a pas été question dans le discours de Nicolas Sarkozy et pour cause : c'est lui qui a abrogé ce que l'on appelait la « double peine » et a supprimé la possibilité d'expulser les délinquants et les criminels étrangers ! Cette « double peine » était pourtant parfaitement justifiée puisqu'elle sanctionnait une double faute : d'une part le délit lui-même, d'autre part la violation du plus élémentaire respect de l'hospitalité francaise.

Nicolas Sarkozy a dit aussi en substance que la nationalité française se mérite. Ça vous rappelle quelque chose, non?

Nicolas Sarkozy paye un « *lip* service », comme disent les Britanniques, le « service des *lèvres* », au Front national, en disant cela.

Il découvre le slogan qui est celui du FN depuis trente ans – et que jusqu'alors il dénonçait comme xénophobe – à savoir que la nationalité, « ça s'hérite ou ça se mérite ».

Mais concrètement, il propose quoi ? Est-ce que cela veut dire que demain, en dehors de la filiation, il n'y aura plus aucune attribution automatique de la nationalité en vertu de cet aberrant droit du sol qui favorise de plus l'immigration de peuplement jusqu'à entraîner une véritable substitution de population ?

Est-ce que cela veut dire que, pour obtenir la nationalité française, il n'y aura plus que la procédure de naturalisation, qui donnera lieu, comme c'était le cas autrefois, à une enquête de moralité sur les intéressés ? C'est la seule mesure qui serait concrète, la seule qui serait efficace. J'ajoute que la demande de naturalisation ne peut aussi être satisfaite qu'après une renonciation explicite de l'intéressé à sa nationalité antérieure. La possibilité d'avoir une double nationalité doit être supprimée.

J'ai été assez estomaqué d'apprendre à la lecture de « Paris Match » que, dans l'affaire **Ribéry**, la désormais célèbre Zahia, la prostituée mineure qui n'avait pas plus froid aux yeux qu'elle n'avait froid aux fesses, avait obtenu la nationalité française il y a un an! Quelqu'un peut-il me dire quel est l'intérêt pour la France d'avoir naturalisé cette fille? Il n'y a pas assez de prostituées chez nous?

Alors pourquoi l'a-t-elle été ?

Elle a été naturalisée en vertu d'un principe de quasi-automaticité qui fait que la quasi-totalité des personnes qui la demandent l'obtiennent! Plus aucune enquête de moralité n'est effectuée! La France procède à plus de 100 000 naturalisations par an, soit

une moyenne d'au moins 274 par jour, samedis, dimanches et jours fériés inclus! Comment voulez-vous que des enquêtes sérieuses soient faites? On se contente de vérifier si le dossier de demande est bien complet et on donne un coup de tampon.

Il y a un problème que Nicolas Sarkozy semble prendre à bras le corps, c'est celui des Roms...

« Semble prendre », la formule est juste. Il fait semblant. Il dit qu'il va faire fermer des camps illégaux, très bien. Et après ? France Terre d'asile, association immigrationniste bien connue, écrit ceci sur son site Internet : « Nous rappelons qu'il y aurait 10 à 12 millions de Roms en Europe dont la grande majorité serait des ressortissants communautaires depuis l'élargissement de l'Union européenne en 2004 et 2007. En d'autres termes, rien ne les distingue juridiquement du retraité anglais du Périgord ou de l'étudiant suédois à Paris, en ce qui concerne la liberté de circulation. »

Eh bien France Terre d'asile a raison! Même si j'en tire bien entendu la conclusion inverse, à savoir qu'il faut leur fermer la porte s'ils ne sont pas encore arrivés et les expulser s'ils sont déjà là.

Or évidemment de cela, Nicolas Sarkozy ne parle pas, de sorte qu'il va faire fermer quelques camps devant les caméras de TFI et que leurs occupants partiront s'installer ailleurs hors du champ des caméras mais toujours sur le territoire national.

Concrètement, comment feriez-vous?

Je renégocie les traités européens avec la Roumanie, la Bulgarie et tous les pays dont ces gens-là sont originaires. Il faut cesser de considérer que les traités sont immuables. Ce qui a été fait peut être défait, c'est tout de même l'un des principes fondamentaux des sociétés démocratiques ! Ou alors on considère qu'il y a un « sens de l'histoire » et que toute remise en cause de ce qui a été fait est une insulte au « progrès », érigé en valeur absolue. Ce n'est pas ma vision du monde ni de l'Histoire. L'Histoire s'écrit chaque jour, et ce sont les peuples et les hommes qu'ils portent au pouvoir qui l'écrivent.

Nicolas Sarkozy a parlé de l'échec de cinquante ans de politique d'immigration, ce qui nous ramène à 1960, soit au milieu des Trente Glorieuses. La politique suivie par la France en matière d'immigration est-elle due selon vous à la pression du patronat afin d'obtenir une main-d'œuvre à bon marché?

Au départ, c'est certain. Les dirigeants des grandes entreprises françaises n'ont aucune espèce de considération pour l'intérêt national. C'est même l'un des grands problèmes auquel notre pays est confronté : il n'y a plus de patriotisme économique. Le sentiment patriotique en général a luimême déserté les hautes sphères économiques depuis longtemps. C'est d'ailleurs naturel : quand on pense en dollars, il devient rapidement impossible de raisonner en Français. L'erreur a consisté à considérer l'économie - puis la finance - comme un but et non comme un moyen, le moyen de mettre ses compétences au service de l'intérêt national et de l'intérêt de ses compatriotes. Quand on ne pense plus qu'à son enrichissement, on en oublie la patrie, on oublie les responsabilités que l'on a vis-à-vis de ceux avec lesquels on devrait partager une communauté de destin. Et on les délaisse pour intégrer ce qui constitue maintenant la caste mondiale des super-privilégiés, l'« hyper caste » comme il y a l'« hyper puissance ».

Les Français ont pâti de cette immigration. Dans quelle mesure la France en a-t-elle été victime sur le plan économique ? N'en a-t-elle pas plutôt bénéficié ?

Contrairement à une idée communément répandue qui veut que la France a, comme vous le suggérez, bénéficié de la main-d'œuvre immigrée pour son développement dans les années soixante, elle en a au contraire payé le prix fort en raison de notre système socialisé sur lequel le patronat a joué pour son plus grand profit. Pour les travailleurs français, cela a été en quelque sorte la double peine : ils ont payé une première fois en ne trouvant pas de travail ou en en trouvant à des conditions indignes de l'ef-

fort et des compétences qui étaient les leurs ; et ils ont payé une deuxième fois en prenant en charge, sur leurs impôts, tous les frais induits par cette immigration que le patronat a laissés à la charge de l'Etat.

Que voulez-vous dire?

C'est très simple, et je vais vous l'expliquer par l'exemple. Le patronat fait venir des Marocains. Il les paye moins chers que s'il employait des Français, donc il fait, de son point de vue, une bonne opération en réduisant le coût de sa masse salariale, objectif indigne mais réel de la plupart des patrons des grandes sociétés mondialisées. Il a aussi à sa disposition des gens qui, surtout s'ils ne sont pas tout à fait en situation régulière, ne comptent pas les heures de travail et n'ont d'autre choix que de se montrer dociles. Dans un premier temps, cela heurte les syndicats mais, dans un deuxième temps, cela leur apporte des troupes qui compensent les pertes qu'ils subissent dans les rangs des travailleurs français. De sorte qu'un modus vivendi s'installe entre patronat et syndicats qui y trouvent chacun leur compte. Mais celui qui y perd, c'est l'Etat, donc vous et moi. Pourquoi?

Parce que cette immigration comporte des coûts annexes considérables, amplifiés par le regroupement familial réclamé, lui aussi, par le patronat. Il faut bien qu'ils se logent ; or le salaire qu'ils perçoivent ne leur permet pas de le faire ; donc des logements leur sont attribués sur le contingent de logements sociaux. Qui les paye? L'Etat, donc les contribuables. Il faut bien que leurs enfants aillent à l'école – et Dieu sait s'ils font des enfants, eux! On construit donc des écoles, on embauche des enseignants, on verse des allocations familiales, parfois des bourses. Qui paye cela ? L'Etat, donc les contribuables. Je pourrais citer les frais des soins de santé, tout ce qui a trait à la protection sociale, les coûts divers (humains, écologiques, etc.) de l'urbanisation inconsidérée induite par l'immigration, etc.

Tout cela pour vous démontrer que le coût social de l'immigration a été nettement plus important que les cotisations versées par les employeurs, et même de celles-ci augmentées des impôts et taxes payés par les immigrés. L'employeur français, lui, il n'en avait que faire. Que le solde soit négatif n'avait aucune importance pour lui puisque tous les Français payaient – et continuent de payer.

La France a inventé le système mixte parfait : grâce au système capitaliste, les profits sont immédiats, et grâce au système socialisé ou cryptosocialiste, les coûts sont dilués dans la masse et assumés par la collectivité.

Privatisation des profits, socialisation des coûts, voilà comment la France est devenue le paradis du capitaliste. Et comment elle a sombré.

A qui en voulez-vous?

Pour ce qui est des immigrés, je ne peux pas leur en vouloir. Ceux qui sont venus pour travailler avaient besoin d'argent pour faire vivre leur famille, ils se sont expatriés pour cela et cela n'a pas dû être toujours facile pour eux. Ceux qui viennent maintenant, non plus pour une immigration de travail mais pour une « immigration de confort », sont en quête d'une vie meilleure que dans leurs pays. C'est illusoire mais à leur place, qui n'y aurait pas songé ?

Je distingue bien sûr ceux-ci de tous ceux qui, désormais, nous méprisent, nous insultent, nous haïssent. Là encore, la responsabilité première en incombe aux responsables politiques, qui ont créé toutes les conditions pour que la France ne soit plus respectable et qui se trouvent tout étonnés qu'elle ne soit plus respectée.

J'en veux principalement aux dirigeants politiques de la France, qui ont été complices ou qui ont manqué de lucidité, ce qui est revenu au même. Et aux dirigeants économiques, qui, eux, étaient parfaitement conscients de ce qu'ils faisaient. Le Medef et son prédécesseur, le CNPF, portent une responsabilité très lourde.

C'est le triomphe de l'« argent qui corrompt », comme disait François Mitterrand?

Permettez-moi de préférer **Charles Péguy**, qui avait dit la même chose et était un peu mieux placé que **François Mitterrand** sur ce sujet...

Georges Marchais faisait la joie des imitateurs par sa dénonciation récurrente de ce que le premier secrétaire du Parti communiste appelait « *l*e

grand capital ». Je ne vais pas le paraphraser. Il n'empêche que les rémunérations des patrons des grandes sociétés — lesquels ne sont pas forcément des « grands patrons » — et des membres des conseils d'administration de celles-ci sont de plus en plus indécentes. Elles le sont en soi ; elles le sont encore plus par comparaison avec ce que gagne de plus en plus péniblement le reste de la population, qui ne peut que constater que travailler est le plus sûr moyen de ne pas s'enrichir.

Nous serions dans une oligarchie?

L'économie française est trustée par une centaine de personnes qui se cooptent, sans que cela ne choque la classe politique. Le cumul des mandats – et ne serait-ce que de deux mandats – fait débat, pourquoi pas, mais personne n'évoque le cumul des mandats nettement plus rémunérateurs du privé ou du semi-privé (car il y aurait beaucoup à dire sur la réalité des interconnexions entre le supposé privé et les « intérêts » étatiques).

Ceux qui cumulent postes et rémunérations considérables sont supposés avoir des aptitudes tout à fait exceptionnelles! Ce sont de véritables *Tarzan* de l'économie et de la finance, qui, à quelques-uns, sont capables de faire face à tous les périls et de trouver toutes les solutions. C'est bien sûr impossible. La comparaison avec *Tarzan* n'est vraie que sur un point: c'est bien la loi de la jungle qui règne en ce domaine.

Ce mode de fonctionnement dure depuis plusieurs décennies et il a atteint les limites du tolérable. En période de croissance partagée, si on ne peut pas s'en satisfaire, on peut s'en accommoder. En période de crise, ce n'est absolument pas supportable. Il faut dire les choses clairement : ces gens-là s'empiffrent pendant que d'autres crèvent la dalle. De sorte que je suis persuadé que nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire, et que les Français vont prendre conscience que le temps est venu de porter à la tête du pays un homme d'Etat. Et sur le « marché », si vous me permettez cette expression, il n'y en a pas tant que ça...

> propos recueillis par Bruno Larebière